

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Le-fascisme-en-marche-dans-l.html>

Le fascisme en marche dans l'Europe impérialiste sous la peau de l'anti-immigration

- Actualité politique internationale -

Publication date: lundi 1er novembre 2021

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

C'est à croire que les peuples d'Europe n'apprennent pas de leurs leçons. Comment peut-on oublier la boucherie de la deuxième mondiale, une horreur inqualifiable, 63 millions de morts et l'épouvantable destruction de pays entiers qui s'ensuit ? Comment peut-on oublier la phrase prémonitrice de Bertolt Brecht « *le ventre de la bête immonde est encore fécond* ». Un avertissement tout à fait d'actualité compte tenu de la montée en flèche des partis fascistes dans toute l'Europe, avec la complicité des bourgeoisies qui les médiatisent à fond.

L'étalage public incessant des discours racistes illustre le choix fait par la bourgeoisie de créer des diversions pour diviser et dresser les uns contre les autres les diverses catégories des exploités et des victimes de la crise insurmontable du capitalisme. Bourrer le crâne des exploités pour qu'on ne discute ni du chômage, ni de la pauvreté ou de la baisse du pouvoir d'achat, encore moins de l'accroissement des inégalités à un point inimaginable, écarter le spectre d'un « nouveau mouvement des gilets jaunes », plus radical et à une échelle plus vaste, est l'obsession des exploités de tous les pays. Particulièrement de ceux des plus développés d'entre eux, des plus mûrs économiquement à penser à une révolution contre les classes possédantes.

Quelques vérités avérées très succinctes sur l'origine du fascisme sont à rappeler avant qu'il ne soit trop tard. Hitler n'est pas venu de lui-même. Il n'a pas été le produit d'un pur accident, tombé comme un cheveu dans la soupe. C'est avant tout la grande crise économique de 1929, les 4 millions de chômeurs et la peur des communistes qui a décidé la grande bourgeoisie allemande appuyée par les autres bourgeoisies européennes en particulier de la France, de l'Angleterre et surtout des USA et comme toujours, l'appui politique de la sociale-démocratie, qui ont approuvé la prise du pouvoir par Hitler ou l'avaient laissé faire comme un « moindre mal ». Avant même la débâcle militaire les chefs du renseignement allemand liés au grand capital avaient repéré Hitler et décidé d'en faire leur homme pour organiser les éléments chauvins de la société en vue d'une revanche sur les vainqueurs de la guerre.

Fort de cet appui, c'est au cours d'une réunion publique organisée à la Hofbräuhaus de Munich, le 24 février 1920 qu'Adolf Hitler présente pour la première fois l'idéologie nazie devant une assistance de 2 000 personnes. Il lance le mot d'ordre de création d'un « État raciste national-socialiste » dont le fer de lance devait être le parti nazi. Et pour mieux tromper les travailleurs, il donnera l'année suivante à cette organisation réactionnaire le nom de parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP). En 1921, il devient Führer.

Hitler publiera son livre-programme « Mein Kampf » (Mon combat) cinq ans plus tard, en 1925.

Profitant d'une situation politique délétère et de la crise économique catastrophique que traverse l'Allemagne, le parti nazi va se développer dangereusement et gagner une partie de l'opinion publique pour faire avaler sa politique ultra-réactionnaire et raciste, toujours avec l'appui des services de l'armée.

D'ailleurs, c'est le 30 janvier 1933 que le Führer Adolf Hitler est nommé chancelier de l'Allemagne.

Dès la prise de pouvoir par Hitler, prise de pouvoir rendue possible grâce au refus des socialistes de coopérer avec les communistes, c'est une politique de terreur contre son propre peuple qu'il va mettre en place et qui était connue de tout le monde. Une majorité opposée à l'arrivée au pouvoir de Hitler aurait pu se former si les socialistes n'avaient pas repoussé les propositions du PC allemand. L'action de Hitler était d'un anticommuniste forcené doublé d'une politique raciale au premier degré. Pour asseoir sa politique guerrière, tous les coups sont permis. Dans la nuit du 27 février 1933, un incendie ravage le Reichstag. On a su rapidement que cet incendie a été déclenché par les nazis pour justifier la répression. Hitler accuse les communistes de complot contre son pouvoir, son parti national-socialiste (NSDAP) pour procéder à l'élimination des communistes allemands. Dès le lendemain, 4 000 responsables du PC sont arrêtés. Il va développer le concept de la race aryenne. Il veut purifier le peuple allemand des « éléments impurs ». C'est en particulier les juifs et les « judéo-communistes » qu'il donne en pâture à la vindicte populaire chauffée à blanc par les moyens de propagande de la bourgeoisie.

Le fascisme en marche dans l'Europe impérialiste sous la peau de l'anti-immigration

En 1930, quand les nazis réalisèrent leur percée électorale nationale, ils possédaient déjà d'une force paramilitaire, une SA (Sturmabteilung) forte de 100.000 hommes et grimpant même à 400.000 en 1933, pendant que de son côté le parti nazi passait de moins de 100.000 membres en 1928 à 850.000 en 1933.

Hitler n'a rien fait d'autre que d'appliquer à la lettre les principes du système capitaliste en crise, avec l'accord explicite ou la « bienveillance » de toutes les puissances capitalistes du monde pour qui l'ennemi numéro 1 à abattre par tous les moyens étaient l'URSS et le Komintern. Le massacre des juifs qui a suivi quelque temps après celui des communistes et des syndicalistes ne sera « découvert » par l'Occident qu'après la fin de la deuxième guerre mondiale. C'est pour cela qu'il n'y a eu que très peu de dénonciation du massacre de millions de juifs et d'autres, de la suppression physique de toute opposition à sa politique, les communistes très nombreux, les handicapés, les tziganes, les milliers de prisonniers de l'armée rouge et bien d'autres. L'expression « bain de sang » est loin de rendre compte de l'étendue de la barbarie. Ainsi la politique antisémite de Hitler et les camps d'extermination des juifs existaient déjà avant la guerre. La médiocratie benî oui oui de l'époque était parfaitement au courant et n'avait rien dit.

Les bourgeoisies du monde capitaliste étaient parfaitement au courant des agissements de Hitler. Non seulement elles ont laissé faire, mais elles étaient complices de toutes ces horreurs. Des fractions entières de la bourgeoisie dans le monde participent même aux campagnes contre les juifs, collaborent avec Hitler. La France de la bourgeoisie vichyste va lui fournir des tanks, des avions, des machines, etc. D'autres pays européens font de même. Mais ce sont surtout les USA qui vont fournir le plus de matériels militaires et d'autres équipements nécessaires à l'intendance de l'armée nazie. La Wehrmacht reçoit des Etats-Unis les moyens de communication sophistiqués sans lesquels Hitler n'aurait pu lancer des opérations militaires coordonnées dans ses guerres « éclair ».

Les bourgeoisies du monde occidental ont choisi leur camp et ce n'est pas une erreur, c'est le camp de l'anticommuniste et surtout de la destruction de l'Union Soviétique. Hitler était bien l'homme qu'il leur fallait. L'Allemagne rentre en guerre contre URSS et lance l'opération Barbarossa en juin 1941. La suite on la connaît.

Non, le fascisme n'est pas une mascarade. Il n'est pas le fruit de la folie mentale d'individus isolés. Le fascisme est un système, une idéologie, une issue. Il est la réponse de la bourgeoisie en grande difficulté pour conserver son pouvoir, une tentative pour sortir du chaos économique, pour réaliser, sans trop compromettre ses privilèges, un nouvel aménagement des rapports économiques de domination. C'est la dictature sans le maquillage des élections qui ne débouchent toujours que sur la victoire des multiples politiciens interchangeable des classes possédantes. C'est une dictature ouverte. La démocratie formelle est une dictature de la bourgeoisie. Le fascisme est sa dictature sans respect des formes ni discours creux sur les « droits de l'homme ».

Des mesures draconiennes sont édictées contre les travailleurs. Interdiction des grèves, les syndicats et les partis politiques sont dissous, la presse est muselée et des centaines d'arrestations de résistants sont jetés dans des camps de concentration ou en prison. Un climat de terreur est instauré de partout.

Alors aujourd'hui où en sommes-nous ? On le constate un peu partout dans le monde, aucune possibilité de sortir de la crise du capitalisme sans pousser encore l'exploitation jusqu'à ses limites les plus extrêmes et préparer ainsi le passage à de nouvelles crises, plus graves, sur des échelles de plus en plus grandes. Le chômage de masse et la paupérisation des masses populaires persistent partout dans le monde. La bourgeoisie est aux abois. Elle se tourne vers des solutions politiques des plus scabreuses et toujours vers son pêché mignon, le fascisme, même si partout cela s'est traduit par des catastrophes sans nom.

Pour revenir sur la situation politique et économique de l'Europe impérialiste, elle n'échappe pas à cette dangereuse dégradation généralisée dans tous les domaines. Tout d'abord sur le plan économique, l'Europe n'a pas de quoi pavoiser : entre 30 et 40 millions de pauvres, autant de chômeurs et la tendance n'est pas prête à s'inverser,

Le fascisme en marche dans l'Europe impérialiste sous la peau de l'anti-immigration

l'économie est en berne. Les jeunes sont les premiers touchés, on le voit en France, une longue file d'étudiants devant les locaux d'une banque alimentaire dans le sud de Paris. Oui des jeunes crèvent de faim dans un pays riche. Les délocalisations des entreprises stratégiques furent un désastre annoncé, mettant en péril même la souveraineté nationale des peuples face aux USA, le plus puissant du monde impérialiste. Tous les pays européens sont dans le même sac. On l'a vu lors de la crise de la Covid19. Ils étaient obligés de commander leurs médicaments à l'étranger et en particulier en Chine et ce n'est qu'une partie du problème.

La situation politique est plus que délétère, la montée en puissance des partis fascistes (voir liste plus bas) se confirme dans toute l'Europe. Les partis bourgeois traditionnels se déchirent, les partis communistes minés par l'opportunisme se sont affaiblis dangereusement laissant le champ libre à tous ces margoulines, corrompus et minoritaires qui dirigent l'Europe impérialiste et qui arrosent de milliards de dollars leurs multinationales. Avec cette manne, la bourse est au plus haut, les patrons se remplissent les poches sans rien faire.

On constate un recul politique inquiétant dans tous les domaines. C'est un véritable fiasco, les partis traditionnels qui étaient majoritaires ne représentent plus rien. La réémergence d'une force révolutionnaire dirigeante capable de prendre le dessus sur toutes les autres organisations bourgeoises et opportunistes est un processus qui exige beaucoup d'abnégation, une conviction idéologique de fer sur la nécessité du socialisme, une renaissance de la conscience de classe au sein des prolétaires.

Le danger est bien là, les forces fascistes profitent de ce désastre politique pour se renforcer. Ce vide politique rappelle étrangement la situation politique d'avant la 2e guerre mondiale.

Pour sortir de ce chaos, pour détourner les travailleurs de la lutte contre leur adversaire de classe, la bourgeoisie en plein désarroi regarde de plus en plus vers les partis fascistes qui développent les mêmes slogans xénophobes. Hier c'était les juifs et les communistes, aujourd'hui ce sont les Arabes, les noirs et les communistes et pratiquement tous les médias reprennent en chœur ces thèmes nauséabonds. Les télévisions, la presse et les médias s'en donnent à cœur joie en invitant à tout bout de champ et toute honte bue les dirigeants de ces partis. On organise des débats sur ces slogans avec ces personnages racistes et xénophobe, alors qu'ils devraient être jetés en prison si l'on appliquait les principes inscrits dans les Constitutions et les lois.

Dans de nombreux pays européens on commence à interdire et à chasser les communistes de la vie politique légale. Et même une honteuse résolution révisionniste a été votée par le parlement européen criminalisant le communisme et réhabilitant de facto le nazisme et ses régimes fascistes alliés.

C'est une alerte au premier degré pour tous les travailleurs, les progressistes de l'Europe impérialiste et du monde.

Cet anticommunisme virulent n'est que le masque d'un euro-fascisme belliqueux et violent qui n'ose pas encore dire son nom. Mais qui déjà fait défiler à la torche et avec les insignes des Einsatzgruppen ses milices dans les rues d'Ukraine, ses bataillons en uniformes SS dans les rues des capitales baltes, et qui démolit les monuments dédiés aux soldats soviétiques de l'armée rouge en Pologne... tout en persécutant les communistes, en tentant d'embaïllier les journalistes de leurs médias.

Toute la politique de l'Europe impérialiste est à la remorque des USA, les gouvernements appliquent à la lettre les directives de Washington. Les armées européennes participent à toutes les agressions militaires de l'OTAN contre les peuples.

Quand on commence à persécuter et à chasser les communistes, le danger est bien là pour les peuples, car ce sont bien les seuls qui luttent vraiment pour la liberté des peuples et en particulier des travailleurs et qui l'ont payé très cher, ce sont les seuls qui luttent contre la xénophobie, ce sont bien les seuls qui luttent contre l'exploitation de l'homme par l'homme et ce sont bien les seuls qui sont résolument contre la barbarie capitaliste et son système pour le détruire et le remplacer par une société socialiste communiste.

Pour les gens qui n'aiment pas les communistes. Une fois aux commandes, le fascisme n'épargne personne.

Le fascisme en marche dans l'Europe impérialiste sous la peau de l'anti-immigration

Une histoire banale d'un citoyen lambda et qui raconte : « *quand on a commencé à arrêter les communistes je n'ai rien dit, quand on a arrêté l'instituteur je n'ai rien dit et quand ils sont venus chercher le voisin je n'ai rien dit et puis ils sont venus me chercher mais il n'y avait plus personne pour me défendre* ». Sans commentaire

LS

Voici un état provisoire des partis fascistes en Europe impérialiste

Pologne - La Confédération Liberté et Indépendance, formation hétéroclite d'extrême droite antisystème comprenant des ultra-libéraux et des nationalistes anti-migrants, a fait son entrée à la Diète en octobre avec 11 députés (6,8 % des voix).

Espagne - Lors des quatrième élections législatives en quatre ans dimanche, Vox, formation ultranationaliste et anti-immigration fondée il y a cinq ans, a poursuivi son ascension et plus que doublé son nombre de sièges à 52 élus (24 en avril).

Allemagne - Formation anti-migrants créée en 2013, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) est présente depuis 2017 au Bundestag où elle a obtenu 94 sièges en raflant 12,6 %

Italie - La Ligue du souverainiste Matteo Salvini, qui a obtenu 17 % des voix aux législatives de mars 2018, a quitté le pouvoir en août, après avoir formé pendant 14 mois un gouvernement de coalition avec le mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème).

Belgique - Aux législatives de mai, le Vlaams Belang (VB, ex-Vlaams Blok), qui prône l'indépendance de la Flandre, est devenu la deuxième force politique de la région du Nord. Avec plus de 18 % des suffrages, le VB a fait plus que tripler son score de 2014, et obtenu 18 sièges au niveau national.

France - En mai, le Rassemblement national (RN) est arrivé en tête des élections européennes en devançant de 0,9 point la liste soutenue par le président Emmanuel Macron, avec un score de 23,31 %. Un nouveau parti d'Éric Zemmour, propulsé par la télé de Bolloré, obtiendrait 16% des suffrages selon un sondage

Suède - Le parti des Démocrates de Suède (SD) a enregistré une forte hausse aux élections européennes de mai, passant de 9,67 % en 2014 à 15,3 %. Le SD, formation anti-immigration, avait obtenu 17,6 % des suffrages aux législatives de 2018, échouant à devenir le deuxième plus grand parti de Suède, mais améliorant son score de 2014.

Pays-Bas - En mars, une jeune formation anti-immigration, le Forum pour la démocratie (FvD), est entrée en force au Sénat (13 sièges), où elle est désormais le plus grand parti.